

**Projet de règlement grand-ducal du modifiant le règlement grand-ducal
modifié du 1^{er} juillet 1997 fixant le programme et les modalités d'organisation des cours
et des examens menant au brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 3 et 5 de la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise ;

Vu les avis de la Chambre des métiers, de la Chambre de commerce, de la Chambre des salariés, de la Chambre d'agriculture et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ;

Notre Conseil d'Etat entendu :

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. A l'article 2, alinéa 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 1997 fixant le programme et les modalités d'organisation des cours et des examens menant au brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat, ci-après « règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 1997 » la dernière phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Une copie du diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), ou du certificat d'aptitude technique et professionnelle (CATP) ou d'une pièce d'études reconnue équivalente par le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions est à joindre à la demande d'inscription. »

Art.2. A l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 1997 les termes « 200.-€ » sont remplacés par les termes « 600 euros ».

Art. 3. A l'article 5, l'alinéa 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 1997 est modifié comme suit:

« Le droit d'inscription à l'examen de maîtrise est fixé à 300 euros par session d'examen. Il est à verser sur un compte spécial auprès de la Chambre des Métiers. Les candidats qui n'ont pas versé le droit d'inscription pendant les délais prescrits ne seront pas autorisés à participer à l'examen. »

Art. 4. L'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 1997 est modifié comme suit :

1° A l'alinéa 1^{er}, les termes « Chambre de Travail » sont remplacés par les termes « Chambre des salariés » ;

2° A l'alinéa 2, les termes « Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle » sont remplacés par les termes « ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions ».

Art. 5. A l'article 14 du règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 1997, les termes « Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle » sont remplacés par les termes « ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions ».

Art. 6. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Les droits d'inscription prévus aux articles 2 et 3 s'appliquent aux examens à partir de la session d'automne 2017 et aux cours à partir de l'année scolaire 2017/2018.

Art. 7. Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg.